

Communiqué de presse intersyndical
CGT, Solidaires et Force Ouvrière
des Finances Publiques du Val d'Oise

**Centres des Finances Publiques du Val d'Oise :
fermetures définitives de 4 Trésoreries annoncées pour 2016**

Les agents de la Direction Départementale des Finances Publiques ont été informés en juin 2015 par la direction de la fermeture en 2016 des Trésoreries suivantes : Beauchamp/Taverny, St Leu/Franconville, Viarmes et Argenteuil Office Public HLM (rue de Vigneronde). Les raisons invoquées sont diverses : regroupement de services, diminution du nombre de cadres, privatisation de mission.

Après la fermeture des Trésoreries de Vigny et Garges Collectivités en 2014, les représentants des personnels CGT, Solidaires et Force Ouvrière de la DDFIP 95 dénoncent les conséquences pour les usagers de cette politique de la DGFIP et du gouvernement (perte de proximité géographique, services débordés) ; ainsi que pour les agents des Finances Publiques (aggravation des conditions de travail).

Ces fermetures de CFIP sont mises en œuvre dans un contexte de suppressions d'emplois et de rigueur sur les salaires. 24 suppressions d'emplois en 2015, 26 en 2014, etc... Pratiquement un quart des effectifs du département a disparu depuis les années 2006/2007. Le point servant de base aux rémunérations des agents est gelé ou mal revalorisé depuis des années (perte de pouvoir d'achat pour un agent entre 200 et 400 € par mois en 15 ans selon le grade). La direction pratique également depuis de nombreuses années des restructurations, ce qui engendre une instabilité du service public et des collectifs de travail.

En 2014, face à la pénurie de personnels et à l'afflux des usagers, la direction avait réduit les plages horaires d'ouverture au public (depuis, les services des Finances Publiques du Val d'Oise sont fermés au public les après-midi des mercredi et des jeudi). Demain, elle va fermer des structures utiles à tous pour le paiement, les réclamations, les formalités. Les moyens de financer un service public de qualité existent pourtant, mais cet argent public est absorbé, entre autres, par des politiques antisociales qui contribuent à augmenter la courbe du chômage et la précarité. Comme l'ensemble des salariés, les usagers et les agents de la DGFIP en payent le prix.

Nous combattons ces politiques d'austérités !

A Cergy, le 2 septembre 2015